



LA MARNE OUVRIERE

Organe officiel de l'Union des Syndicats CGT de la Marne - Rédaction/Administration -

15, bd de la Paix - 51058 REIMS Cedex - Tél. : 03.26.88.23.04 - Directeur de la Publication : Ghislain BRIDE

N° 457 AVRIL 2022 CPPAP 1224 S 06066 - Imprimé par nos soins - Prix 0,50 €

Retrouvez toutes les actualités sur le site de l'UD : www.udcgt51.fr

Édito...

Une ambiance en général mitigée car soit l'espoir aide à la mobilisation, soit le désespoir conduit à la colère et au rejet, pas seulement sur le pouvoir en place mais malheureusement de son voisin, de son collègue, etc...

Les résultats électoraux lors des dernières élections présidentielles sont alarmants.

Une partie de celles et ceux de nos rangs progressistes qui ont mis un bulletin RN dans les urnes sont tout simplement en colère contre le gouvernement actuel qui n'a pas répondu à leurs besoins sur le plan social.

La vie chère y est aussi pour quelque chose. Les plus bas salaires et les faibles niveaux de retraites conduisent aussi à cette colère.

Ne nous trompons pas de cible !

Quand on sait que des dividendes sont distribués, que des milliards d'euros pleuvent pour les plus riches dans le monde et dans notre pays, on se rend compte qu'il y a un problème dans la répartition des richesses. Les inégalités sociales grandissent.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons défilé le 1er mai pour rappeler au Président de la République que rien n'était gagné pour lui. Si la nouvelle majorité parlementaire restait sourde aux revendications, on usera encore le pavé.

Une occasion ce 1er mai de rappeler que dans un contexte d'accélération de la casse sociale, de guerre dans le monde, de la montée et de la progression des idées d'extrême droite, par l'unité des travailleurs, il y a une réelle volonté de porter **nos valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.**

Il y a des luttes dans notre département, les TUR, Smurfit, Reims Habitat qui montrent que tout est possible, s'il n'y a pas de résignation.

Nous avons besoin pour gagner, d'élargir ces luttes, de les faire converger pour augmenter nos salaires, nos retraites, sans oublier les minima sociaux dont les bénéficiaires sont les pauvres, ne l'oublions pas.

Ne lâchons rien sur nos revendications comme la

réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires et retraites, la défense de notre sécurité sociale et celle de la défense des services publics.

L'UD est engagée, avec les ULs, dans une campagne « Salaire », nous allons la poursuivre.

N'hésitons pas à aller au débat dans nos syndicats avec nos syndiqués pour élever le rapport de force et ne laissons pas le Capital gagner du terrain dans nos rangs.

Sabine DUMENIL
Secrétaire Générale

DÉPOSÉ LE 12 MAI 2022



Sommaire

- **Page 1 :**
 - *Édito*
- **Page 2 :**
 - *Mobilisation quasi-totale des salariés postés Chez Smurfit Kappa BIB*
- **Page 3 :**
 - *Tract du Syndicat CGT Sitac*
- **Page 4 :**
 - *Mobilisations dans la Marne*
 - *Halte à la vie chère !!!*

Mobilisation quasi-totale des salariés postés Chez Smurfit Kappa BIB



La première réunion NAO qui a eu lieu, début Février, dans le groupe Smurfit Kappa, aurait pu laisser présager des Négociations Annuelles Obligatoires paisibles.

La Direction Générale, laissait filer la garantie de l'inflation de 2021 sans forcer, en moyenne 1 % rétroactif de Janvier et payé en Avril.

La publication des chiffres par le groupe courant Février pouvait laisser croire monts et merveilles aux rêveurs, ainsi qu'un éventuel partage des richesses.

Ce n'est pas connaître la politique de Smurfit et sa définition du mot partage.

La seconde réunion remettait les esprits de chacun à leur place. Ce fut expéditif, la délégation CGT de SK France revendiquait un talon de 120 euros et 100 euros de plus sur la prime vacances. Après quelques heures de revendications, les négociations étaient devenues stériles.

La CGT s'en était rendu à revendiquer un talon de 80 euros en Avril + 1 talon de 20 euros en Août et 60 Euros de PV. Quant à elle, la Direction Générale faisait le fond de ses poches proposant 1,5 % en Septembre et 35 euros sur la prime Vacances.

La délégation CGT face à ce mépris a quitté la table des négociations.

La communication début Avril de Tony Smurfit, sur l'excellent 1^{er} trimestre 2022 suite à une année 2021 extraordinaire, a relancé l'espoir des salariés.

L'acte 3 étant prévu le 14 Avril 2022, la direction générale a pris le temps entre ces 2 actes, pour mettre en place des quêtes en solidarité avec les ukrainiens, promettant de multiplier les dons des salariés par 2.

Smurfit communiquait également sur le don d'un million d'euros par le groupe pour l'Ukraine .

La communication était faite, les salariés avaient bien

compris que Smurfit préférerait soigner son image plutôt que de récompenser ses salariés.

Pourtant, il y a largement de quoi répondre aux revendications que la CGT porte sans mettre le groupe en péril.

Mais cette Direction Générale préfère laisser ses travailleurs dans l'inconfort. Des salariés vulnérables sont obligés de travailler plus pour gagner plus et faire des heures supplémentaires pour que leurs familles mangent à leur faim.

Le 14 Février, 3^{ème} réunion de NAO :

- ↳ 9 h du matin début des négociations : la délégation CGT met la pression sur la Direction Smurfit en l'informant qu'elle était en contact avec tous les sites Smurfit.
- ↳ 11 h du matin suspension de séance par la CGT (objet : communication avec les sites)

Propositions de la Direction Générale

- ↳ 2,2 % et 25 euros de PV

La décision est prise, les 21 sites où la CGT est représentée s'arrêtent.

Sous la pression des salariés, la direction générale a fait une ultime proposition à 17 h 30

- ↳ 1,5 % en Mai 2022, un talon de 20 euros (1 %) en Juillet et 0,5 % en Octobre 2022.
- ↳ 35 euros sur la prime vacances.
- ↳ Une réunion de revoyure pour l'inflation en Novembre 2022.

Le syndicat CGT Smurfit Kappa Bag in box se réjouit de la mobilisation des travailleurs de SK BiB, 90 % de la Production, 95 % de la logistique. Des 1^{ères} grèves pour certains, de nouvelles grèves pour d'autres, de nouveaux services en lutte, au delà de l'aspect financier, la solidarité s'est renforcée, le travail syndical a payé !!! Et c'est une lutte gagnante.

Tract du Syndicat CGT SITAC



La crise COVID n'est pas encore terminée que Keolis veut nous faire les poches avec l'aval de la CAC.

La Directrice de Keolis enfreint toutes les règles et prérogatives du CSE en matière d'information et de consultation.

La CGT a d'ores et déjà alerté l'inspection du travail à ce sujet. Ce qu'elle annonce aux salariés par courrier faisant allusion à « des rumeurs » n'est vraiment pas sérieux.

Ce n'est ni plus ni moins qu'une déclaration de guerre faite à nos emplois, notre statut, etc. Sous couvert de manque de recette voyageur, celle-ci nous renvoie à l'équilibre du contrat dont les salariés ne sont absolument pas signataires et encore moins dépositaires.

La CAC prévoit la diminution de l'offre dans cette période trouble et en profite par la même occasion pour augmenter les tarifs. Et ce, dans une période où nos usagers sont perdus face aux travaux en tout point de notre ville. Keolis applaudit et sert la soupe à la CAC.

Tout ceci, équivaut à nier l'effort consenti par les 72 salariés de la SITAC durant la période COVID. Il est déjà bien loin le temps où notre activité était considérée comme service essentiel à la nation.

Nier que le développement du transport collectif participe à la diminution de l'empreinte

carbone, c'est nier la dure crise inflationniste que nous traversons, etc.

Pour la CGT, c'est tout le contraire qu'il faut réaliser.

Investir dans le transport collectif, c'est investir pour un avenir meilleur pour toutes et tous dans le cadre d'un développement humain et durable.

Le clou du spectacle : la direction voudrait imposer sa vision du dialogue social à la sauce patronale en mettant au cœur de la scène les représentants des salariés lors d'une prochaine réunion conjointe : le 18 Mai, pour vous annoncer la douloureuse.

Une face digne d'un patronat sans vergogne, à laquelle la CGT ne restera pas sans réponse ou plutôt si, mais avec un préavis de grève.

Nous déciderons ensemble en assemblée générale des suites à donner à nos revendications si la Direction restait enfermée dans ses contradictions.

Ne courbons pas l'échine face au pouvoir politique de la CAC et de Keolis qui se servent de la baisse de la fréquentation pour faire payer la note aux usagers et aux salariés. Ils continueraient sans vergogne d'enfoncer le clou.

C'est notre collectif et notre bien commun qui seront attaqués si nous restons sans réponse.



Mobilisations dans la Marne

Grève chez les TUR

Lundi 25 avril dernier, la 9^{ème} journée de grève aux Transports Urbains de Reims a été suivie à 80 %.

Le mouvement, entamé en septembre 2021 pour réclamer la régie, perdure sans faiblir.

Suite à la résiliation du contrat qui lie le Grand Reims à son concessionnaire de transports urbains, les salariés, inquiets pour leur avenir, réclament un mode de gestion directe, sûr, qui garantirait à la fois le développement d'un vrai service public et de leur statut.

La prochaine grève est prévue le lundi 30 mai prochain.

Le Syndicat CGT TUR

Reims Habitat en grève



1ère grève chez Reims Habitat à l'appel des syndicats CGT et FO.

Des problèmes d'organisation de travail, les salaires trop bas, le manque de considération des salariés conduisent à un mouvement de grève en intersyndicale.

Les revendications doivent aboutir :

- Augmentation générale à chaque début d'année
- 14ème mois
- Prime Macron pour 2022

1er mai



Un 1er mai offensif

Nous étions 900 dans la Marne à arpenter les rues à l'occasion du 1er mai, journée de lutte internationale du travail.

L'aggravation des inégalités et de la précarité, s'accroissent. La question du niveau des salaires, des pensions et des minima sociaux était au cœur des revendications posées.

De quoi continuer à lutter pour défendre et conforter notre modèle social.



HALTE A LA VIE CHERE !!!

La CGT exige :

- L'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé
- La revalorisation immédiate des pensions de retraite
- La revalorisation des minima sociaux
- L'arrêt immédiat de la distribution de dividendes.

Les bons alimentaires nous rappellent les bons de ravitaillements pendant la guerre. Ce n'est pas une solution même s'ils peuvent aider ponctuellement, il faut que les solutions de pouvoir d'achat soient durables.

Pour cela, la mobilisation doit s'élargir rapidement

